

ÉLECTIONS RÉGIONALES

L'AB à l'épreuve des programmes

BERTY ROBERT

Les réseaux Bio Bourgogne et Interbio Franche-Comté ont rencontré les représentants des listes en course pour les élections régionales des 20 et 27 juin. Alors que le secteur exprime sa déception vis-à-vis des arbitrages liés à la future Politique agricole commune (Pac), les approches des candidats étaient très attendues.



À Saint-Jean-de-Losne, en Côte-d'Or, les représentants des listes engagées dans la campagne des élections régionales (à l'exception du Rassemblement national) ont livré leur vision de la place du bio dans l'agriculture régionale.

Au lendemain d'une mobilisation parisienne (#labioapoil) destinée à exprimer leur mécontentement face aux arbitrages de la future Politique agricole commune (Pac) qu'ils estiment défavorables (voir encadré), les agriculteurs bio de Bourgogne Franche-Comté (BFC) fédérés au sein des réseaux Bio Bourgogne et Interbio Franche-Comté, s'étaient donnés rendez-vous à Saint-Jean-de-Losne. La petite ville de Côte-d'Or servait de cadre, le 3 juin, à une réunion dont l'objectif était de connaître la

position des différentes listes impliquées dans la campagne des élections régionales des 20 et 27 juin sur l'agriculture biologique. Chacune avait envoyé un représentant, à l'exception du Rassemblement national. « *Il est important pour nous de voir comment nous pourrions collaborer avec la future majorité régionale, quelle qu'elle soit, et de poser des jalons pour l'avenir* » affirmait en préambule Philippe Camburet, agriculteur de l'Yonne et nouveau président de la Fédération nationale d'agriculture biologique (Fnab).

Un tournant ?

Ces élections et les négociations de la Pac interviennent dans un contexte où l'agriculture bio semble être parvenue à un tournant. Elle a cessé d'être marginale (215.000 ha en BFC), a changé d'échelle et cette mutation génère, en son sein, des débats et des divergences de vues, quant aux pistes à emprunter pour l'avenir. Philippe Camburet rappelait que la Fnab prône la différenciation « *parce que toutes les bio ne se ressemblent pas* ». C'est donc dans ce cadre qu'étaient attendus les différents points de vue des représentants des listes. Le soutien à l'agriculture bio est partagé par les candidats présents, mais la représentante de la liste République en marche, Sarah Hassan (Saône-et-Loire), rappelait que « *si le bio est un moteur, il faut garder en tête la diversité des modes de production. Le bio porte un projet de société en lien avec les enjeux de la transition*

agro-écologique, mais nous constatons aussi qu'il y a des agriculteurs qui ne trouvent pas leur compte dans le bio. Nous voulons être là pour tous. À la Région, nous voulons disposer des outils qui permettront la mutation des agriculteurs et nous aiderons à la structuration et à la commercialisation du bio ». Du côté de la liste Le Temps des Cerises, représentée par Juliette Guespin, par ailleurs conseillère à la chambre d'agriculture de Haute-Saône, on situe les ambitions sur un projet sociétal très marqué : lutte contre l'agrandissement des fermes, contre la spécialisation des territoires, accompagnement financier des repreneurs. « *Nous prônons un arc social et écologique en BFC* », soulignait la jeune femme qui poursuivait : « *nous voulons prolonger les aides à la conversion bio sur cinq ans et remettre en place les aides au maintien* ».

Rétablir des aides au maintien

Des aides qui, comme le rappelait Stéphane Woynaroski (Côte-d'Or) représentant l'équipe sortante de Marie-Guite Dufay, « *n'ont pas été supprimées par nous au départ, mais par l'État qui s'est désengagé en 2017 ! Nous souhaitons rouvrir l'aide au maintien sur la période de transition entre les deux Pac, de 2021 à 2023* ». La liste PS sortante propose également l'instauration d'un « *Pass conversion biologique* ». « *Nous ambitionnons, ajoutait Stéphane Woynaroski, 50 % de produits bio dans les cantines des*

lycées, mais le problème réside dans le fait que les gestionnaires de ces cantines dépendent de l'Éducation nationale, et pas de la Région... » . Pour sa part, Daniel Prieur (Doubs), représentant Gilles Platret (LR), faisait le constat de la place prise par le bio depuis cinq ans : « en BFC, ce type d'agriculture est une véritable solution pour les gens qui ont des terres au potentiel relativement limité. Nous pensons qu'il faut s'appuyer sur les Projets alimentaires territoriaux (PAT) pour aller plus loin. La Région n'est pas là pour dire ce que l'on doit faire, mais pour faciliter des micro-projets territoriaux. Si nous sommes élus, nous créerons un parlement de

l'agriculture où tout le monde aura sa place afin de définir des orientations » . Selon Pascal Blain (Jura-liste Écologistes et Solidaires) le but est d'aller vers l'autonomie alimentaire de la Région et pour cela, « *la politique des petits pas sur le bio est hors de propos. La conversion au bio est une priorité, une urgence et nous voulons aussi inverser la tendance de l'agrandissement* » Une volonté d'autonomie qui, selon Philippe Camburet, pourrait se heurter au manque d'outils de transformation régionaux, notamment les abattoirs. Juliette Guespin avançait également l'idée d'une prise en charge, par la Région, du surcoût à l'achat de

produits bio, afin de permettre un accès le plus large possible des consommateurs. Face à toutes ces pistes, Laure Beauffigeau-Darphin, agricultrice bio en Côté d'Or, rappelait une chose : le bio, ce n'est pas du conventionnel auquel on se serait contenté de retirer tout produit chimique. C'est d'abord une approche systémique de l'agriculture. Le rappel d'une complexité qui doit s'appuyer sur des choix politiques, mais qui ne peut pas être développée de manière simpliste. ■